le journal de la BOURSE DU TRAVAIL OCCUPÉE

par des travailleurs sans-papiers isolés

NUMÉRO 13 • Mardi 7 Juillet 2009 • 50 centimes

SOMMAIRE : EXPULSION • page 2, La voix des femmes • page 3, La sale journée : témoignages • page 4, Communiqué CSP 75 du 27 juin. - Déclaration de Sissoko • page 5, « Un an d'occupation de la Bourse du travail. Et après ? » • pages 6-7, LUTTES SOCIALES D'IMMIGRÉS : « Réquisitions » de locaux vides à Angers • page 8, EXPULSION : Révoltes au sein de la CGT



d'après Siné

C'était, parmi d'autres, le slogan qui retentissait dans les manifestations hebdomadaires des sans-papiers de la Bourse du travail ; le slogan lancé, dans les rues de Paris, à la figure des hommes de police encerclant, pressant les cortèges pour les étouffer, et, au-delà, aux oreilles préfectorales et gouvernementales ; lancé et répété à tue-tête lors des manifestations au ministère de l'immigration.

C'est maintenant le cri incrédule qui surgit de la gorge de ces immigrés, esclaves africains de la France d'aujourd'hui, travailleurs et travailleuses « sans-papiers » agressés et expulsés de la Bourse du travail, matraques et gaz au poing, par des commandos paramilitaires des syndicats français « des travailleurs ».

On aura tout vu, dans cette lutte qui depuis quatorze mois oppose une poignée d'hommes et de femmes courageux et déterminés à la société française quasi entière, on aura tout entendu, de l'insulte la plus sordide proférée contre leur intelligence des rapports qui les maintiennent dans une sorte d'apartheid social, à cette dernière lâcheté, à cette ratonnade montée contre infirmes, malades, femmes et enfants par ce *« colonialisme syndical »* qu'ils dénonçaient avec force, tout en gardant l'espoir de se tromper.

Ils ne se trompaient pas. Comme ils ne se trompaient pas à propos du *« larbinisme associatif »* qu'ils dénonçaient à mi-voix, sans vouloir trop y croire. Et qui a refait surface, inchangé, après dix mois d'éclipse, depuis qu'ils campent à quelque six cents, village africain de la belle étoile en plein centre de Paris, sur le trottoir du boulevard du Temple, tout contre le mur de la Bourse du travail expulsée. Et qui, dans l'*« urgence absolue »*, a reparu pour leur persuader quels sont leurs seuls et uniques intérêts dans leur situation *« à la merci d'une intervention policière »* : avant tout, ne pas *« revenir sur le passé et sur les responsabilités »*, avant tout oublier la ratonnade syndicale et déguerpir la main dans la main avec *« les associations et les syndicats »*... Dieu merci !

Un grand merci par avance a été celui des femmes gazées, matraquées, expulsées à la merci de l'intervention syndicale :

« Après quatorze mois en cachette, nous sommes maintenant exposés, nous sommes en vue, maintenant nous sommes plus forts ! Nous ne partirons pas jusqu'à notre régularisation ! Sinon ils n'ont qu'à nous tuer ! La lutte continue ! »

ILS FONT LA GUERRE AUX SANS-PAPIERS !

http://bourse.occupee.free.fr • http://sanspapiers.info

EXPULSION

La voix des femmes

Le 24 juin, jour de l'expulsion, et les deux jours suivants où le campement pour la nuit a commencé à s'organiser, à prendre une allure moins précaire, déterminée à durer, ont été des jours de forte tension. Non seulement à la suite des violences de la CGT relayées par celles des forces de police. Mais encore à cause de la pression physique exercée par ces dernières sur les quelque six cents sans-papiers qui cherchaient à s'installer tant bien que mal sur le trottoir du boulevard du Temple, le long du mur de la Bourse du travail.

De toute évidence, les autorités, tant de police que municipales, faisant fi de leurs obligations de secours envers une partie de population, et considérant sans doute les occupants de la Bourse du travail comme des squatters et non des travailleurs en lutte, pensaient faire fléchir leur détermination par des mesures d'intimidation inhumaines. Inhumaines au sens juridique : contraires aux droits de l'homme, de la femme, de l'enfant, les plus élémentaires.

Ces mesures se résument en deux mots : les prendre par la faim et par la soif. Les priver - et d'abord les femmes et les enfants - de nourriture et d'eau. Et jusque de l'usage des toilettes des rues, pour motif de *« protection du mobilier public »*. (Un gendarme-chef dixit)

Pendant deux jours, un épais cordon de paniers à salade, de gendarmes et CRS, a encerclé le campement de fortune, empêchant toute personne solidaire ou simplement touchée par la vue de ces hommes, et de ces femmes et enfants, de faire passer un peu de nourriture ou une bouteille d'eau minérale, fouillant les sacs à main, séquestrant jusqu'au moindre sandwich. Inutile de protester : *« Mais c'est pour les enfants ! »*. Les ordres sont les ordres. Ainsi que l'a demandé un sans-papiers à un gendarme âgé et impassible : *« Mais vous êtes donc des robots ou des hommes ? »*

C'est dans ce climat, qui a vu jusqu'au chef de cabinet du préfet de police de Paris se déplacer deux fois sur les lieux pour parlementer, qu'une délégation invitée en préfecture est revenue, le soir de jeudi 25, se faisant porteuse des promesses préfectorales : rediscuter les critères de régularisation à condition que le campement commence à se dégarnir, que les personnes âgées, les malades, les femmes et les enfants quittent pour la nuit le boulevard du Temple.

À ces mots, levée de boucliers des femmes. Elles se sont dressées comme un seul corps : *« Nous sommes là, nous ne bougerons pas ! Nous resterons là jour et nuit jusqu'à notre régularisation ! »*

La rapidité, l'unanimité et la détermination de cette riposte ont été assez frappantes pour que notre journal cherche à donner la parole à cette voix des femmes.

Neuf d'entre elles ont accepté de dire comment elles voient la phase actuelle de leur lutte. Précisons que toutes étaient présentes le 24, certaines à la Bourse du travail, d'autres à la manifestation. D'après leurs témoignages, entre autres, est rédigé aussi l'article ci-contre sur les événements de cette journée.

TOUTES LES COLONIES FRANÇAISES SUR LE TROTTOIR

La première voix est celle de Mahi. Elle tient à préciser qu'elle ne parle pas qu'en son nom, mais *« au nom de toutes les femmes de la Bourse du travail »*. Elle donne le ton en plaçant d'emblée leur situation dans la problématique du colonialisme français.

« Là, sur tous ces matelas, tout autour de nous, il y a toutes les anciennes colonies françaises. Il n'y a en fait que les colonies françaises. Nos parents ont tout donné pour la France, on devrait y être accueillis à bras ouvert, au contraire on nous repousse et on nous fait la chasse. Mais même si les Français construisaient des murs jusqu'au ciel, nous viendrons, rien ne peut nous arrêter. Car nous venons pour fuir la misère et pour travailler. C'est la misère qui nous pousse, non la pauvreté. La misère, en Afrique, c'est terrible, rien à voir avec la pauvreté. Nous avons le droit, en France, de travailler en règle. Être sans-papiers ce n'est pas du travail, c'est de l'esclavage. »

Toutes les femmes (des Ivoiriennes, des Sénégalaises, des Maliennes...) approuvent ces mots et certaines renchérissent. Parmi toutes, la voix la plus forte est celle de la jeune Corinne.

« Liberté, égalité, fraternité... ce ne sont que des paroles écrites. En France, les animaux sont plus considérés, ont plus de droits que nous. Il vaut mieux être un chien qu'un homme ou une femme sans-papiers dans le "pays des droits de l'homme". C'est pour nous tenir dans l'esclavage qu'ils ne nous donnent pas de papiers. C'est encore pire que de l'esclavage. Tous les sales boulots sont pour nous. Les boulots sales, les petits boulots précaires et sous-payés. Ils profitent de la misère de nos pays, sans cette misère nous ne serions pas ici. Nous ne sommes pas venus pour dormir dans la rue, mais pour travailler honnêtement. J'ai commencé à travailler à quatorze ans quand mon père est mort. Pour subvenir aux besoins de ma mère et de mes frères et les faire étudier. Mais je ne gagnais pas assez, alors je suis venue en France. Depuis quatre mois je n'ai pas pu envoyer d'argent. Même en galérant, même en me privant du nécessaire, comme beaucoup d'autres. Ceux qui vous disent qu'ils envoient de l'argent régulièrement, c'est qu'ils se privent du nécessaire. Au pays ils croient qu'ici c'est l'eldorado et si tu n'envoies pas d'argent ils pensent que tu le gardes pour toi. »

Toutes les femmes racontent des histoires personnelles non moins pénibles. Histoires de misère, d'espoirs déçus, de conditions de vie extrêmement dures, d'exploitation féroce, de maladie. Toutefois, dit Mahité, malgré la peur au ventre, malgré les hauts et bas d'une vie telle que la nôtre, *« on fait avec, on s'entraide, c'est ce qui nous sauve, nous les Africains on est habitués à vivre en communauté, unis, comme ici dans la rue : nous sommes ici les colonies françaises dans l'union »*.

RESTER ICI ET ALLER JUSQU'AU BOUT DE LA LUTTE

C'est encore Mahi qui donne le ton. Le consentement unanime lui est acquis dès ses premiers mots : car (dira une femme) *« il n'y a pas d'autre moyen pour faire plier les autorités »*.

« Pourquoi nous les femmes ne voulons pas partir d'ici ?... Si les femmes et les enfants partent, les policiers auront vite fait d'embarquer tous les hommes qui restent. On préfère dormir dans la rue et aller jusqu'au bout. Les propositions de la préfecture sont pour casser le mouvement. Les "critères", c'est encore le cas par cas. Nous les femmes disons : sans critères ni conditions ! *Nous sommes ici, nous, nos maris, les hommes, nous travaillons ici, on doit tous être régularisés. La préfecture veut-elle qu'on dégage ? Qu'elle ouvre un guichet ici même. Dès qu'on aura nos régularisations, nous partirons. Nous ne voulons pas d'un autre lieu à occuper. Ce serait la même chose. Et puis, c'est pour nous cacher. Sur ce trottoir nous ne sommes pas cachés. Plus tard on recommencerait à nous expulser. Et nous, à être de nouveau dans la rue. Il faut rester ici et continuer la lutte ici.*

« Nous ne sommes pas critiques envers les délégués. Car nous savons pourquoi ils nous ont demandé de partir, ils l'ont fait pour nous et pour les enfants, ils pensent que nous sommes faibles. Mais c'est le contraire. Nous sommes fortes, et déterminées à rester. »

À ces mots font écho ceux de Soul : *« Avant, à l'intérieur de la Bourse, on était cachés, quatorze mois en cachette. Maintenant on est exposés, on est bien en vue. Ce serait fou de s'en aller. Maintenant on est plus forts ! »*

Et ceux de Djénéba : *« On est là, on ne bouge pas. Tout autre choix serait un recul de notre lutte. Même s'il pleut, même s'il neige, on est là ! Oui, même s'il neige. Même jusqu'à l'hiver ! »*

Appel à témoins

Dans le prochain numéro, témoignages sur les agressions policières à l'extérieur de la Bourse du travail. Toute personne pouvant témoigner sur ces événements, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, est invitée à nous contacter.

EXPULSION

La sale journée. Témoignages

Pour la compréhension de ce qui suit, il faut rappeler que le mercredi matin était le jour de la manifestation hebdomadaire de la CSP 75 dans les rues de Paris, en direction de la préfecture, le plus souvent. Il n'y avait alors que les femmes, les enfants, les infirmes et les malades à la Bourse du travail, une maigre quinzaine parfois, et deux fois autant d'hommes du service d'ordre sous l'autorité de Camara (une sorte de géant sorti d'un conte africain, sourire paisible aux lèvres et les bras encombrés d'enfants).

Voici le récit de Sylla, infirme et diabétique, un des « sages du village » de l'occupation, très respecté :

« Je suis délégué de la CSP 75, je ne peux pas mentir. J'ai été présent en continuation depuis dimanche et personne n'est venu nous dire de partir, et par téléphone non plus. Le matin de mercredi 24, très tôt, nous avons vu une dizaine d'hommes entrer dans les bureaux, nous pensions que c'étaient des travailleurs, nous ne nous sommes pas inquiétés. Plus tard, de 8 à 9, nous avons remarqué une autre dizaine d'hommes entrer dans le bar d'en face. Ceux-ci et les autres ce sont les mêmes qui ont apparu un peu avant midi, après le départ de la manifestation, masqués et avec des bâtons type base-ball, et qui nous ont gazés et frappés sauvagement. D'autres encore sont venus s'ajouter, mais je ne sais pas d'où ils sont venus et combien ils étaient, mais ils étaient nombreux, désormais la cour était pleine de gaz et on ne voyait que des hommes masqués qui matraquaient tout le monde, criant comme des diables. Moi, comme délégué, je voudrais vraiment savoir qui sont ces gens que la CGT a jetés sur nous, car je ne peux pas croire que des travailleurs puissent avoir fait ça, nous aussi nous sommes des travailleurs en lutte.

« J'ai été gazé en plein visage, je suis tombé, j'ai été matraqué par plusieurs, blessé aux jambes, au dos, à l'épaule et bras droits. J'ai subi un autre matraquage dans la rue, par la police. Quand j'étais encore à l'intérieur, dans la grande salle, le commissaire, qui était avec un responsable de la mairie, nous a demandé de sortir. Je suis sorti. Trois policiers en civil se sont jetés sur moi et m'ont fait tomber. J'ai de nouveau été matraqué. La première fois par la CGT, la deuxième par la police. J'ai été secouru par les pompiers.

« Quand nos camardes de la manifestation sont revenus, la police (gendarmes, CRS, policiers, avec beaucoup de camions) s'est déployée en rangs devant l'entrée du boulevard qui avait été ouverte par nous, empêchant tout le monde d'entrer. Je ne sais pas pourquoi ils nous ont chargés et lancé des grenades lacrymogènes sans même nous prévenir. Nous étions tranquilles, nous attendions de pouvoir entrer de nouveau. Je pense que c'est pour nous empêcher de rentrer. Ils ont matraqué tout le monde sauvagement, même les gens du quartier, même des soutiens arrivés entre-temps. »

Et voici le témoignage de Camara :

« J'étais sur le pas de la porte, j'ai vu une vingtaine d'hommes approcher, ils m'ont attaqué à l'improviste, je me suis défendu mais ils étaient trop nombreux, j'ai été blessé à la tête. Ils sont entrés et ont commencé à gazer. Il est faux qu'on nous ait avertis. Sans l'attaque par surprise, ils n'auraient pas eu raison de nous, la surprise c'était pour nous empêcher de réagir. Je peux témoigner avoir vu gazer une personne âgée et un enfant de trois ans directement dans les yeux. Les deux ont dû être hospitalisés. »

Et celui de Sissoko S. :

« J'étais assis dans la cour, j'ai vu Diop entrer en courant et en criant : "Ils sont là !" Derrière lui, une quarantaine de personnes cagoulées et avec des bâtons, ils ont claqué la porte derrière eux et se sont rués sur nous en nous gazant. J'ai été blessé à la tête et j'ai perdu un moment connaissance. Ensuite, moi et d'autres avons engagé une bataille. Après cela, une partie des agresseurs sont montés aux étages par la porte à côté de l'accueil, en disant vouloir chercher ceux qui s'y trouvaient. À ce moment-là des CRS ont frappé à la porte d'entrée, un des agresseurs l'a ouverte en gazant vers l'extérieur. Quand il a vu que c'étaient les CRS il s'est enfoui derrière les autres. Les CRS nous ont fait signe de sortir et nous l'avons fait à cinq, alors ils nous ont mis le dos au mur et ils nous ont tenus dans cette position pendant une bonne heure et demie. Ils nous ont laissés partir après avoir pris nos noms. »

Ces trois témoignages sont recoupés par plusieurs autres, notamment ceux de Kourouma (*« j'étais à la porte avec Camara ; comme je fais la quête, j'avais la caisse à la main ; j'ai couru pour avertir ceux du dedans, mais en fait je suis arrivé en même temps que le gaz »*), de Tandian, Dramé M., Kouloubali F. (hospitalisé à l'Hôtel-Dieu, il se plaint toujours, entre autres, de douleurs aux jambes qui l'empêchent de marcher), Keïta (*« j'étais assis dans la cour ; en même temps que la quarantaine d'hommes entrés de la rue, j'en ai vus une dizaine sortir de l'escalier à côté de la grande salle, nous gazant et matraquant comme les autres ; j'ai été secouru par les pompiers »*), Traoré Y. (*« je suis handicapé et je porte des béquilles bien voyantes, ils m'ont gazé quand même, je suis tombé, à trois ils m'ont soulevé comme un paquet et porté au-dehors, moi et mes béquilles »*), Kassé, Cissé M. (*« ils ont cassé les vitres de la grande salle pour pouvoir gazer à l'intérieur, je n'ai vu qu'un enfant, Mohamed, ils l'ont gazé tout comme les hommes et les cinq ou six femmes qui étaient dans la cour »*).

Et voici deux témoignages de femmes :

« Toute la matinée j'ai été dans la cour, à la cuisine, pour préparer à manger pour les camarades quand ils allaient rentrer de la manifestation. Je peux témoigner que personne n'est venu nous demander de partir, ce sont des voix intéressées qui courent. Au moment de l'irruption j'étais en train de prendre de l'eau pour mes médicaments. J'ai vu plein d'hommes masqués, ils ont tellement gazé que je ne voyais plus rien. J'ai vomi, mes yeux coulaient des larmes. Ils ont gazé notre manger, ils ont ouvert la porte de la grande salle et gazé dedans. Ils tapaient tout le monde avec des bâtons. Leur brutalité m'a beaucoup émotionnée. » (Soul)

« Oui, ils ont gazé même la cuisine. Je me suis évanouie. Tout le monde, hommes et femmes, tous se sentaient mal. Ils sont venus nous surprendre, c'est ça qui m'a fait le plus mal au cœur. Ça été une grande surprise. » (Djénéba)

D'autres témoignages de femmes présentes, gazées et matraquées : Mahi (*« on n'imaginait pas que la CGT puisse arriver à cette barbarie »*), Fanta (choquée aussi par tant de barbarie), Aïssata : *« J'étais au premier étage. La fenêtre était ouverte. D'avoir respirer le gaz, je me suis évanouie. Je suis un traitement pour la thyroïde et j'ai le cœur mal en point. Toutes mes affaires ont disparu. »*

Et voici le témoignage de Diallo Koundenoucoun, un des responsables :

« J'étais dans le local que nous appelons "le bureau" [le local poubelle qui leur servait de quartier général]. J'ai entendu des cris très forts et je suis sorti, il y avait de la bagarre du côté de l'accueil, j'ai couru pour mettre la paix, au milieu de gens qui se sentaient mal et se tordaient par terre, matraqués et pris à coups de pied. Un inconnu est venu droit sur moi et m'a gazé au visage, j'en ai reçu plein la bouche. Pendant un bon moment j'ai eu des vertiges. Quand je me suis ressaisi, j'ai couru vers les femmes, les poussant à reculer dans la grande salle. Les agresseurs l'ont cassée à grands coups de marteau pour gazer à l'intérieur. Ils avaient à la main de grosses bombonnes.

« Nous avons perdu environ 4000 euros en liquide (un millier dans la caisse de Kourouma et le reste dans les six autres [les "caisses" ce sont des boîtes à chaussures arrangées en tirelire pour les quêtes]), une dizaine de t-shirts que nous vendons à 10 euros chaque, environ 150 dvd à 5 euros et 200 journaux. Rien que ça, c'est un vol aux dépens des sans-papiers qui dépasse facilement les 5000 euros. »

Ce témoignage est confirmé point par point par celui de Macalou, qui était aussi dans « le bureau » et en est sorti pareillement, et qui ajoute : *« En plus de cela, on a perdu beaucoup de nourriture qui y était, trois postes de télés, plusieurs frigos, des affaires et des documents personnels, dont deux magnétoscopes dvd à moi seul, avec 17 dvd d'Afrique, 15 euros chaque… »*

EXPULSION

Communiqué de presse de la CSP 75, 27 juin

Après l'évacuation de la Bourse du travail par la force, le 24 juin, l'UD-CGT de Paris a fait sortir, le 25, un communiqué de presse mensonger, visant à faire passer les victimes et blessés (femmes et enfants d'abord) de cette action comme des violents, et les nervis du commando paramilitaire de son service d'ordre comme des espèces d'anges de la non-violence.
Après avoir avoué ce fait indéniable que *« les organisations syndicales CGT de Paris ont effectivement procédé à l'évacuation de la Bourse du travail »*, ce fait est ainsi minimisé et déformé : *« Dès le début, nous avons proposé à la trentaine de sans papiers présents de sortir. Une dizaine d'entre eux l'ont fait de plein gré. Immédiatement, la vingtaine restante s'est emparée de tout ce qu'elle avait sous la main pour le jeter violemment sur les militants de la CGT »*, et-cetera.
Tout cela est faux. Nous sommes en train de recueillir les témoignages directs de cette journée et une partie du prochain numéro de notre journal *[voir p.3]* y sera consacrée. Bornons-nous à dire ici que, depuis plusieurs jours, l'évacuation était dans l'air. Des menaces ouvertes nous avaient été faites par des responsables CGT (et notamment par le maître des basses œuvres Raymond Chauveau), et l'alerte nous avait été donnée même par des cégétistes amis : cette fois-ci ce n'étaient plus des rumeurs, l'évacuation allait vraiment se faire.
Pour cela, le matin du 24, un mercredi, jour de notre manifestation hebdomadaire, nous avons pris deux décisions.
D'abord, que la manifestation devait avoir lieu. L'avis de beaucoup était qu'il fallait rester à la Bourse pour défendre l'occupation, mais l'argument qui l'a emporté fut celui-ci : si le service d'ordre CGT se présentait avec, en face, un nombre important de sans-papiers, qui pouvait garantir qu'il n'y aurait pas d'affrontements graves, des blessés, voire pire ?
Ensuite, que Sissoko, notre coordinateur, bien connu de tout le monde à la CGT, contrairement à toutes les manifestations précédentes, ne participerait pas à celle-là. Sa présence à la Bourse permettrait, si besoin, des pourparlers afin d'éviter toute violence de part et d'autre.
Nous avions pris toutes nos précautions pour que, le cas échéant, cela se passe d'une manière pacifique. Ce que nous n'avions pas prévu, c'est la détermination préalable de la CGT de procéder à une action par surprise totale et d'une telle violence. Toute notre expérience étant que même les CRS, même les gendarmes viennent parlementer, au préalable, avec les responsables, nous ne nous attendions pas à ce que la CGT ne fasse pas de même.
Il est faux qu'une dizaine d'entre nous sont sortis *« de plein gré »*. Nous avions réparti nos camarades restés sur place, dans la cour, dans la grande salle, dans les étages, et une dizaine au dehors, devant l'entrée de la rue Charlot. Le commando du service d'ordre qui nous a gazés avant même que nous réalisions ce qui se passait, a fait irruption par la première porte à gauche passé le portail d'entrée *[ceci paraît inexact, voir témoignages p.3]*, la porte qui donne accès aux bureaux que nous n'avons jamais occupés.
Ce commando *[en fait, d'après un témoignage, il a fait irruption par un autre escalier, voir p.3]* était caché à l'intérieur de la Bourse, dans ces bureaux. Un de nos délégués qui se tenait dans le hall a été plaqué contre le mur, immobilisé, nos camarades qui étaient au dehors n'ont pu qu'y rester, coupés sur-le-champ de ceux à l'intérieur.
Il est dit : *« Nos militants ont reculé, attendu que les choses se calment et ont refoulé sans violence les sans papiers dans la grande salle ouverte sur le boulevard du Temple. Dans les minutes qui ont suivi, plusieurs sans papiers ont démonté des bancs sur la voie publique et cassé des vitres du bâtiment. »*
Faux ! Voilà qu'on essaie même de nous faire passer pour des casseurs !
Les sans-papiers ont certes reculé dans la grande salle, mais pour fuir les gaz et y transporter les personnes évanouies et blessées. L'accès du boulevard était contrôlé par nous ; nous sommes certes sortis nous procurer les planches des bancs, mais pour barricader les portes donnant accès, de la cour, à la grande salle, parce que le commando des gazeurs, après avoir nettoyé la cour, continuait en envoyant les gaz vers l'intérieur par les couloirs qui portent à cette salle.
À noter que c'est justement ce barricadage qui a empêché l'affrontement direct avec nos camarades qui se trouvaient à l'intérieur, donc des conséquences encore plus graves.
Il est dit : *« Il n'y a eu aucun blessé… il n'y avait aucun enfant dans la Bourse et, seules, 2 femmes y étaient présentes. La police n'est pas intervenue à l'intérieur de la Bourse du travail. »*
Faux ! Voici les chiffres à la suite de cette action menée dans la cour intérieure de la Bourse. Huit de nos camarades hospitalisés. Dix évanouis. Cinq blessés légers.
Ce ne sont là que ceux qui ont eu besoin d'être soignés par les hôpitaux publics ou les urgences des pompiers. Des chiffres documentés, face aux affirmations mensongères de la CGT. Parmi ces 23 personnes, cinq femmes et un enfant.
Concernant les circonstances de la présence et du rôle de la police *« à l'intérieur de la Bourse »*, nous en avons déjà parlé dans notre communiqué précédent du 25 juin, auquel nous renvoyons. *[Publié aussi p. 8]*
Affaire à suivre…

Déclaration de Sissoko coordinateur CSP 75

Je partage les positions des femmes de la CSP 75 telles qu'elles sont exprimées dans l'article de ce numéro du journal. Nous devons rester sur le trottoir de la Bourse du travail le plus longtemps possible, il n'y a pas grand-chose à ajouter à cela. De même, je partage leur détermination à ne pas aller dans un autre lieu. Cela, tant qu'on n'aura pas une réponse du ministère.
Si cette réponse arrive et qu'elle est négative, nous resterons. Si par contre elle est positive et qu'elle fait l'objet d'un accord écrit et signé, à mon avis le mieux c'est de quitter la rue et d'aller ailleurs, à condition que cet autre lieu soit approprié à l'organisation, à la poursuite, à l'unité et à la visibilité de notre lutte. Sa logistique, à tous points de vue, doit nous convenir et nous permettre de mener à bout notre action et d'obtenir la régularisation de tous.
Je dirai plus. Notre lutte s'inscrit dans la tradition des luttes des sans-papiers depuis Saint-Bernard, depuis douze ans, les acquis doivent être partagés par tout le mouvement, par tous les sans-papiers. Cela a toujours été notre force et le sera encore. C'est pourquoi nous devons donner la bienvenue aux nouveaux arrivants et tout faire pour les organiser, même si c'est difficile en ce moment. Depuis que nous campons boulevard du Temple, des sans-papiers nous rejoignent et nous demandent de se joindre à notre lutte.
Certains délégués ne sont pas d'accord, mais ils font erreur. Ils doivent comprendre que le non élargissement en permanence de la lutte est une grave erreur, qui augmente l'éparpillement des forces, diminue l'autonomie du mouvement, et finalement affaiblit même notre propre lutte.
Bien sûr, il faut expliquer aux nouveaux qu'il y a d'abord ceux qui sont déjà là, présents avant eux dans la lutte, présents dans l'occupation depuis 14 mois. Mais cette priorité ne veut pas dire qu'il faut les décourager et les éloigner, au contraire, il faut les intégrer dans nos collectifs dès à présent, les organiser pour qu'ils puissent bénéficier à leur tour et le plus tôt possible des acquis de notre lutte.

EXPULSION

« Un an d'occupation de la Bourse du travail ! Et après ? »

(Communiqué de presse de la CSP 75, 8 juin)

L'expulsion des sans-papiers de la Bourse du travail a été précédée, à plusieurs reprises, de rumeurs, menaces, alarmes, demi-annonces. Parmi les dernières en date, un « quatre-pages » CGT de fin mai. Notre journal avait projeté, avant l'expulsion, d'en publier de larges extraits avec la réponse de la CSP 75. Faute de place, nous renonçons aux extraits. Nous publions par contre la réponse pour deux raisons.

Qui a lu le quatre-pages largement diffusé par la CGT et sa prose bête et fielleuse par endroits, fermée à tout dialogue sauf à celui de sourds, appréciera la modération et le ton posé, quoique ferme, de la réponse. Celle-ci fait, sous un certain angle, le point sur quatorze mois d'occupation et d'accusations : ce ne sera pas sans intérêt, pensons-nous, pour ceux qui viennent de s'approcher de cette longue lutte de sans-papiers.

Sous ce titre a paru un tract de 4 pages (*« à diffuser largement dans les arrondissements, aux militants, aux syndiqués, au collectif immigration, etc... »*) de l'UD-CGT de Paris sur l'occupation que nous menons depuis plus d'un an déjà à la Bourse du travail.

Ce tract vise expressément à semer la division en notre sein, entre *« initiateurs »* et *« occupants »*, par exemple, ou entre sans-papiers et *« individus »* qui nous soutiendraient pour *« surfer sur un mouvement lancé en dehors d'eux »*. Il contient des affirmations erronées ou fausses, voire calomnieuses, comme les derniers mots rapportés. Il est donc nécessaire, malgré nous, et sans aucun esprit polémique, de balayer quelques-unes de ces affirmations, les principales. Ce qui nous permettra de conclure sur le fond du sujet.

Il est dit que *« cette opération globalement ne bénéficie d'aucun soutien associatif, syndical, politique »*. Tout au contraire : nous avons acquis très vite la solidarité de la FASTI (Fédératrion des Associations de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés), et le GISTI (Groupe d'Information et de Soutien des Immigrés) aussi nous a à plusieurs reprises manifesté son soutien, quoique nuancé ; des membres de RESF continuent de venir nous apporter leur soutien actif et quotidien ; des miltants syndicaux, de la CGT notamment, sont à nos côtés ; des membres du NPA et des Verts continuent de participer à nos initiatives publiques. Sans oublier la contribution précieuse du Haut Conseil des Maliens de France.

Il est dit que *« le but de ceux qui ont poussé à cette opération »* était de poser *« un problème sérieux à la CGT »* et d'*« entraver l'activité des syndicats »*. Tout au contraire, le but, maintes fois exprimé publiquement et dans des rencontres avec la CGT avant et après l'occupation (en particulier dans plusieurs réunions tripartites, CGT, CSP 75, Haut Conseil des Maliens), était, dans la droite ligne de la nouveauté de l'action cégétiste, de solliciter et d'obtenir son appui pour l'élargissement de cette ligne à tous les travailleurs sans-papiers, même ceux isolés, et non seulement à un petit nombre travaillant dans des entreprises avec représentation syndicale et choisis au crible de *« la médiatisation de la grève »* : c'est-à-dire pour l'élargissement à l'immense majorité des sans-papiers, attendu que tous travaillent, forcément, pour vivre et faire vivre leurs familles au pays.

Il est dit que *« cette irruption du syndicat à côté des collectifs, des associations, a été vue aussi en termes de rivalité, de concurrence ; en tout cas, et cela ne fait aucun doute, pour la CSP 75 »*. Ce n'est pas à nous de parler pour les autres collectifs, mais pour ce qui est des quatre de la CSP 75, c'est le contraire qui est vrai. Ce qui nous distingue, et cela depuis l'occupation de Saint-Bernard en 1996, c'est justement notre collaboration avec les syndicats et notamment la CGT. Nous avons participé activement au lancement du mouvement des grèves le 15 avril 2008. C'est lorsque la CGT a refusé, les jours suivants, de prendre en charge aussi, dans ce mouvement, la revendication des travailleurs sans-papiers isolés, que nous avons pris là-dessus notre propre position, et c'est ce qui nous a poussés à occuper la Bourse du travail.

Une sorte d'anti-syndicalisme, alors, de la part de la CSP 75 ? Allons donc ! L'ensemble de nos positions et des raisons qui nous ont amenés à cette action ont été largement exposées et commentées dans les 12 numéros parus de notre journal, dont 2 expressément consacrés à *« la question syndicale »*. Dès octobre 2008, et aussi par la suite, notre journal a avancé des propositions visant à la constitution d'un *« syndicat de sans-papiers »*, intérieur à la CGT si cette organisation syndicale le veut bien, et sinon autonome. Et c'est justement ce que vient de faire l'UD-CGT de Lyon ! *(Voir n. 12 de notre journal.)* Les faits sont là pour prouver justement le contraire de ce que veut faire accroire le tract en question.

Il est dit encore, à ce propos, que la CGT intervient *« sur ce dossier »* (des travailleurs sans-papiers) *« ès qualité en quelque sorte »* (en tant que syndicat), et que *« personne ne peut nous le contester »*. Nous ne le contestons pas, tout au contraire. Ce que nous contestons, ce sont des comportements que nous avons eu l'occasion de qualifier de *« colonialisme syndical »* : la CGT, comme toute autre organisation, syndicale ou non, ne peut pas prétendre venir imposer d'en haut sa volonté dans les luttes des travailleurs sans-papiers, sans avoir leur accord. Or, de même, personne ne peut contester que la CSP 75 est, sous cet angle, une des plus importantes réalités existant en France : nous aussi nous avons notre mot à dire *« sur ce dossier »*, toute légitimité à discuter ou contester les propositions des autres et à vouloir que nos propositions aussi soient prises en compte.

Nous n'avons jamais songé à contester la légitimité de l'action de la CGT. Nous voulons en discuter les formes, l'ampleur, et les résultats. Car ces résultats, après plus d'un an, sont sous les yeux de tout le monde.

La *« régularisation par le travail »* (l'application du *« fameux article 40 »*), personne ne peut plus nier qu'elle peut être une arme à double tranchant, et qu'elle est en train de devenir le véritable instrument de l'*« immigration choisie »*, dans la mesure où elle est en train, non pas d'être un critère à côté d'autres, mais de supplanter les autres critères : d'aboutir à des régularisations précaires, à la merci des patrons et des préfectures, pour remplacer les régularisations de longue durée sur la base de critères tels que *« la vie familiale »* et-cetera.

Il faut renverser cette tendance, voilà le fond du problème. Cela ne peut se faire qu'avec la participation la plus large, directe et commune, de tous les travailleurs sans-papiers aux décisions concernant les formes et le déroulement de leurs luttes. Nous ne sommes aucunement fermés aux propositions de la CGT. Sans aucun doute, nous aussi nous voulons nous *« en sortir »*. Mais, *« comment »* ? Les propositions doivent être des propositions, et non des ultimatums : c'est-à-dire qu'elles doivent être faites pour être discutées, approuvées d'un commun accord, dans un esprit de collaboration et pour trouver une solution de *« sortie »* viable pour tout le monde, et surtout efficace, visant la régularisation de tous les travailleurs sans-papiers isolés de la Bourse du travail. Des propositions et non des provocations comme celles qui, par deux fois, ont conduit des responsables de l'UD-CGT à venir distribuer assez vigoureusement leur tract polémique aux sans-papiers de la Bourse.

Dans le prochain numéro. *Une liste sera dressée de ceux qui nous ont apporté ou manifesté leur soutien et leur solidarité. Pour la préparer sans trop d'oublis, toute personne est priée de se manifester directement au journal ou de signaler les déclarations de soutien et solidarité connues d'elle .*

LUTTES SOCIALES D'IMMIGRÉS

« Réquisitions » de locaux vides à Angers

L'origine de cette lutte dans une ville de l'Ouest de la France remonte à juillet 2008, mais elle n'a été visible publiquement qu'à partir du 8 novembre, jour de la première réquisition, par des demandeurs d'asile en attente de papiers, de locaux vides dans une commune près d'Angers. Aujourd'hui ils en sont à leur troisième réquisition. Pierre-Jean, que les lecteurs de notre journal connaissent déjà *[voir les numéros 5 et 9]*, nous a envoyé cet article il y a plus d'un mois. Une petite mise à jour serait opportune mais la place nous manque, nous ajouterons seulement que « la lutte continue ». Nous publions d'autant plus volontiers cet article dans notre contexte actuel, que cette « petite » lutte de province peut stimuler la réflexion aussi chez les plus « grandes » luttes de la capitale.

PREMIÈRE RÉQUISITION : L'ANCIENNE GENDARMERIE DES PONTS DE CÉ

En juillet 2008, à la suite de la diminution draconienne des budgets sociaux, des associations avaient rencontré la préfecture d'Angers pour l'alerter que l'hiver allait être très dur et que les logements sociaux tant durables que d'urgence allaient manquer. Dans le même temps, elles avaient appelé à manifester.

Malgré l'insuffisance d'une telle riposte, nous avons répondu à l'appel. Mais nous avons également commencé à poser la question en termes de réquisitions de logements vides, aussi bien au sein du CSSP 49 (collectif de soutien aux sans-papiers) que dans notre petit réseau. D'abord ça a été dur et les résistances nombreuses, car beaucoup refusaient de s'inscrire dans la durée pour ne privilégier que l'aspect médiatique. Cela explique en partie pourquoi la première réquisition n'a eu lieu que début novembre.

Commencée un samedi après-midi, cette première réquisition n'a pas tenu longtemps. Déjà le lundi matin à six heures, une centaine de CRS, policiers en tenue et en civil, intervenaient contre quinze demandeurs d'asile et douze personnes solidaires, et ils nous ont évacués par la force.

Elle a pourtant eu un impact considérable. Le soir même, plusieurs dizaines de personnes étaient réunies devant la préfecture et plus de 400 défilaient dans les rues pour protester contre l'intervention policière (Angers, 160.000 habitants, n'est pas Paris...).

J'écrivais à l'époque (le 11 novembre, sur le blog du CSSP 49) en guise de bilan :

« D'ores et déjà, cet échec apparent (l'évacuation) est une victoire :

« - Elle a mis la préfecture sur la défensive et nous avons repris l'initiative.

« - Nous avons renforcé, par delà les appartenances tant associatives que syndicales ou politiques ou les non appartenances, les liens entre nous ; selon l'expression d'un camarade présent sur le lieu "nous avons soudé nos rangs" !

« - Loin du colonialisme syndical et associatif des grèves parisiennes (et ceci n'est pas le moins important !), nous avons donné à nos camarades étrangers le moyen de se ré-approprier leur combat et de peser sur leur devenir.

« - Nous avons enclenché une dynamique qui dépasse largement notre audience habituelle. Cette dynamique ne demande qu'à se développer ; elle s'est d'ailleurs manifestée concrètement par notre rapidité de réaction à l'évacuation.

« La préfecture ne s'y est pas trompée et, tant la force de sa réaction à notre réquisition que les explications maladroites (et malhonnêtes) qu'elle s'est sentie obligée de donner par voie de presse, attestent que nous l'avons mise sur la défensive.

« Nous avons ouvert également une voie à la résolution politique de la question du logement : le maire des Ponts de Cé a rejoint le président de la communauté urbaine pour poser la question de la réquisition de logements par les maires des communes. »

La préfecture débloquait, quelques jours après, 90.000 euros en sus des 100.000 déjà alloués pour l'accueil d'urgence, et les demandeurs d'asile obtenaient un logement (tous étaient logés) même si, pour certains, il ne s'agissait encore que de logements d'urgence.

Je concluais en ces termes : *« Nous avons ouvert un nouvel espace de lutte et la réalité nous a montré que nous sommes sur la bonne voie. Il ne tient qu'à nous de la concrétiser en la prolongeant et en l'élargissant. »*

DEUXIÈME RÉQUISITION : LE « 48 »

Ce constat positif n'eut bizarrement qu'un faible impact au sein même du CSSP 49. Hormis un concert de soutien financier le 20 décembre, une autre réquisition semblait improbable, et le CSSP 49 a même tenté de mettre sous tutelle notre réseau par quelque chose comme une « fusion » avec un prétendu « collectif de soutien aux demandeurs d'asile ». Ainsi que le fit remarquer une camarade, il n'y avait pas deux collectifs, mais bien le CSSP 49 et un réseau solidaire des demandeurs d'asile.

La clarification a été longue, et c'est en partie pourquoi une nouvelle réquisition aussi a été longue à préparer. Mais deux éléments décisifs allaient faire sortir le mouvement de la valse de l'hésitation et de l'attente :

- Des SDF de notre connaissance occupaient, à quelques-uns et depuis cinq mois, une propriété de 85 pièces au 48 de la Rue Lyonnaise. Cet ancien orphelinat vide depuis quinze ans appartient à la ville d'Angers, qui avait obtenu du tribunal une ordonnance d'expulsion immédiatement applicable. Les SDF invitèrent les demandeurs d'asile à partager cette réquisition.
- Le nombre de demandeurs d'asile qui composaient le 115 commençait à devenir inquiétant pour une petite ville comme Angers. Si quelques-uns étaient hébergés par des camarades, d'autres couchaient dans le parking de la gare. Cette situation ne pouvait pas durer.

Nous avons donc répondu à l'invitation et commencé à fortifier le lieu dès la fin janvier. Fort heureusement, car le 17 février une quinzaine de policiers tentaient en vain de nous déloger. À l'époque déjà, plus d'une dizaine de demandeurs d'asile soudanais et érythréens dormaient au « 48 ». Une deuxième et également vaine tentative était faite le samedi suivant. Et par la suite il y a eu des tentatives d'intimidation avec contrôle d'identité aux abords, mais des rappels à la loi et des interventions auprès de la mairie calmèrent le zèle des policiers.

Fin mars, une dizaine de Rroms roumains et d'autres demandeurs d'asile se sont joints à notre petite communauté, et, début avril, le « 48 » comptait une soixantaine de résidents.

FONCTIONNEMENT INTERNE DU « 48 »

Des cours d'alphabétisation ont été notamment programmés. Nous avions plusieurs objectifs à travers ces cours. Évidemment, permettre à nos camarades étrangers de maîtriser plus rapidement le français pour mieux participer à la vie collective du lieu et saisir les enjeux du combat. Mais aussi associer des Français et les impliquer dans nos actions ; développer leur solidarité par des dons de livres et de matériel d'enseignement.

On ne peut que regretter qu'un seul étudiant se soit impliqué dans cette activité d'alphabétisation, alors même que des étudiants étrangers étaient menacés d'expulsion. Si quelques étudiants et étudiantes sont venus aux renseignements concernant ces cours, leurs paroles n'ont pas été suivies d'effets. Les étudiants qui bloquaient la fac de lettres contre la réforme universitaire n'ont pas trouvé le moyen de venir nous rendre une seule visite de solidarité. Certains syndicalistes étudiants de l'UNEF ont même mis les deux mouvements en concurrence tout en continuant, sans aucune gêne, à prôner en paroles la convergence des luttes !

De trop rares assemblées générales ont émaillé la vie du « 48 », pour des problèmes de communication entre les demandeurs d'asile, les Rroms et les Français (SDF et soutiens). Nous n'avions pas de traducteur en permanence, c'était un handicap, mais aussi des moments inoubliables, car nous étions

obligés de discuter l'essentiel sans nous perdre dans des commentaires oiseux. Un bref extrait d'un compte rendu de l'AG du 7 avril permettra de comprendre la situation :

« Pour un intervenant français, Peggy traduisait en anglais à un des résidents qui traduisait en arabe ; puis c'était le tour de Maesli de traduire en roumain.

« Pour un intervenant africain ou roumain, traduction à l'inverse.

« Un grand moment de vie et d'échanges.

« Pour la traduction humaine, une participante : "Ce soir, on se sent vraiment ENSEMBLE". »

Cette AG a été importante pour tout le monde car elle se situait au lendemain de la première manifestation commune à tous les habitants du lieu :

« On voit que le "48" inquiète sérieusement les pouvoirs constitués qui ne se sont jamais autant concertés que depuis l'ouverture du lieu, et ce rassemblement y a été pour beaucoup. Les Angevins ont été impressionnés par cette mobilisation où SDF, Africains de l'Est, immigrés de fraîche date comme anciens, et Français solidaires côtoyaient des Rroms de Roumanie. Quelques dizaines, d'accord, mais du jamais vu, et pas seulement à Angers ! (À ma connaissance, à part Calais il y a trois ans et, évidemment, Paris et l'Île de France avec les CSP.)

« Ce n'est pas le quart d'heure de laisser tomber la pression au moment où le triangle du pouvoir (préfecture, mairie, conseil général) est obligé de reconnaître notre existence et d'envisager des solutions. »

Par la suite, cette union entre SDF, demandeurs d'asile, Rroms et Français solidaires ne s'est jamais démentie, même après l'expulsion du 23 avril. Nous avons fait front ensemble aussi bien le 23 que le 24 et le 25 avril malgré la répression (quatre Français légèrement blessés et deux flics).

Le premier mai nous sommes intervenus comme cortège autonome dans la manifestation syndicale avec les encouragements de beaucoup de travailleurs français, et nous avons même pris la tête de la manifestation !

ET MAINTENANT ? TROISIÈME RÉQUISITION : LE « 49-3 »

Nous avons commis certaines erreurs au « 48 », et nous devrons en tenir compte dans les prochaines réquisitions. Voilà comment abordait la question un texte du 18 mai, *« L'après "48" et nos tâches immédiates ».*

« Une des erreurs à ne pas répéter serait de ne pas mêler étroitement les anciens du "48" à nos initiatives et à plus forte raison ceux qui sont toujours en logement d'urgence comme ça avait été le cas pour les anciens de "la gendarmerie" : ils pourront "guider" les nouveaux arrivants de leur petite expérience, [...] surtout que certains commencent déjà à se débrouiller en français ; si nous voulons inscrire ce mouvement dans la durée et qu'il en reste quelque chose, nous devons impliquer chacun dans la reprise en main de sa vie au quotidien et pas seulement au cours des AG où "c'est eux qui décident" : comment peut-on leur demander de "décider" s'ils ne sont pas journellement à cette prise de décision ? Le "48" et les jours qui ont suivi l'expulsion avaient été de ce point de vue une grosse avancée et il faut persister en allant plus loin dans ce sens.

« À aucun moment du "48" nous n'avons été capables de chiffrer la participation réelle des "permanents" ; pour beaucoup d'entre nous, les demandeurs d'asile sont restés une masse indifférenciée, mis à part un ou deux que nous connaissions un peu mieux pour avoir tenté de discuter en anglais ; la barrière de la langue a été déterminante et l'accent doit être mis sur l'implication des arabophones dans nos prochaines réquisitions, non seulement dans les AG mais aussi dans la vie quotidienne des lieux occupés, et ce malgré les énormes apports de Patsy (anglais) et Maelis (roumain).

« Nous devons être conscients que le "48" a pris par son ampleur les autorités au dépourvu ; le préfet a même déclaré qu'ils auraient dû intervenir bien avant et il faut donc s'attendre à ce que les prochaines réquisitions soient réprimées très rapidement, et ce par tous les moyens dont ils disposent ; le "48" a créé un précédent pour eux aussi, mais ils ne commettront pas deux fois les mêmes erreurs ; à nous de ne pas les commettre non plus ! Certaines erreurs commises au cours de ces deux mois et demi de réquisition ont été rectifiées avec le temps, mais ils ne nous laisseront pas le temps, mieux vaut donc prévoir à l'avance. »

En effet, depuis, nous avons réquisitionné un autre immeuble, le « 49-3 » situé dans le quartier populaire de La Roseraie, une des cités HLM (nos banlieues de province), avec pour objectif un élargissement sur la population du quartier. Les jeunes avaient déjà eu un contact avec les demandeurs d'asile au cours d'une après-midi « football » sur invitation d'une association autonome. C'était du temps du « 48 », nous n'étions donc pas en terre inconnue. Deux traducteurs arabes sont de La Roseraie. Les jeunes sont d'ailleurs venus nous voir quelques jours après l'ouverture officielle du lieu et ont eux aussi un appartement au « 49-3 » pour se réunir comme ils l'entendent. Mais la mairie leur refuse une salle...

Pour ce qui est des associations et organisations, seul « Emmaüs » nous a soutenu matériellement, et ce depuis le début. Pour les autres, nous n'avons pas été les chercher, ni quémander leur soutien. Mais ça ne nous a pas trop mal réussi, puisque jamais à Angers il n'y a eu un tel soutien aux demandeurs d'asile. Il est vrai que la question du logement se pose pour tout le monde, Français comme immigrés. Mais notre autonomie de fait nous a permis de fédérer, loin de leurs compromis, de leurs tentatives de récupération et de leurs querelles de clocher, des gens membres d'entités aussi différentes que la coordination des Migrants, le NPA, le PCF, les Verts, le PS même (pourtant dans la majorité municipale qui nous a expulsés), ou que des syndiqués à SUD ou à la CGT.

Nous ne cherchons pas une quelconque reconnaissance des autorités. C'est le rapport de force que nous avons su créer qui l'impose, et nous laissons les associations reconnues « négocier » avec la préfecture pour la galerie. Nous ne comptons d'abord et avant tout que sur l'union des habitants du lieu et la solidarité que leur mouvement engendre. Pour l'instant, cette ligne a donné des résultats plus que satisfaisants.

Une seule ombre au tableau : le manque de réactivité des autres villes, réactivité qui aurait permis un vaste mouvement de réquisitions de logements vides dans tout l'Ouest de la France. À part Rennes, mais avec une ligne d'occupations « amies » (et non de réquisitions), aucune autre ville de la coordination des collectifs de sans-papiers n'a répondu à nos appels. C'est pourtant la condition pour que nous puissions enregistrer des avancées politiques réelles. Elle marque les limites de nos succès locaux.

Pour contacter
la Coordination des sans-papiers 75

Sissoko : 06 26 77 04 02

Diallo : 06 99 01 81 59

e-mail : coordination75@gmail.com

Ils font la guerre aux sans-papiers !

Le 24 juin restera comme un jour noir dans l'histoire du mouvement des sans-papiers en France mais surtout dans l'histoire du syndicalisme français.

C'est hier en effet que les travailleurs sans-papiers isolés qui occupaient depuis bientôt 14 mois une partie des locaux de la Bourse du travail, 85 rue Charlot, à Paris, pour mener une action d'ensemble visant à obtenir leur régularisation à partir d'un « lieu ami », ont été expulsés.

Cinq jours après le communiqué de la CGT précisant que la Bourse du travail devait être « libérée », voilà donc la chose faite, et de la manière la plus violente.

Une centaine peut-être de membres du service d'ordre de la CGT, sur le coup de midi, profitant du fait que la majeure partie d'entre nous étaient partis à notre manifestation hebdomadaire du mercredi, ont subitement envahi la cour, cagoulés, masqués, et certains pourvus de masques à gaz, matraquant les hommes et gazant tous les présents, femmes et enfants. Une dizaine de personnes ont dû être hospitalisés et le petit Mohamed, la mascotte de la Bourse occupée, bien connu de tout le monde, et une femme, viennent seulement de sortir, après 24 heures d'hôpital.

La densité des gaz était telle que Sissoko, notre coordinateur, accouru aux cris, est tombé évanoui dans la cour et ce sont les femmes, réfugiées entre-temps à l'intérieur, qui sont ressorties pour l'y transporter à la force des bras.

Nous nous sommes barricadés dans la grande salle, et la police est alors intervenue, appelée par des gens du voisinage inquiets à cause des grands cris et de la fumée des lacrymogènes.

Dans un premier temps, le commissaire a veillé à empêcher notre affrontement avec le service d'ordre de la CGT. Celle-ci a appelé la Ville de Paris, propriétaire de l'immeuble, qui a immédiatement (ce qui prouve qu'elle était d'accord) réquisitionné la police. Le commissaire nous a alors imposé l'évacuation des locaux, exigeant même, d'après les instructions reçues, notre départ immédiat sans récupération de nos affaires (ce qui, par le passé, s'est souvent soldé par la perte d'effets et documents personnels).

Nous nous sommes opposés et, appelés par nous, nos camarades partis en manifestation sont rentrés. Le rapport de forces a été en quelque manière rétabli, une partie ayant pu même rentrer dans la grande salle par l'accès du boulevard du Temple, contrôlé par nous. Le commissaire a alors accepté de nous faire récupérer toutes nos affaires. Cette opération était terminée un peu après 19 heures.

Depuis, nous sommes campés sur le trottoir du boulevard du Temple à plusieurs centaines (une liste de 600 sans-papiers présents a été dressée hier soir) et attendons que les maires du troisième et deuxième (qui s'y sont engagés) nous trouvent un lieu apte à nous héberger et surtout où nous puissions, sans être dispersés, poursuivre notre action pour obtenir la régularisation de nous tous. Nous sommes dans l'attente d'un rendez-vous que nous a promis le ministère de l'immigration pour discuter les critères de notre régularisation. C'est maintenant le moment le plus mal venu pour affaiblir notre mouvement et, quant à nous, de baisser les bras.

La lutte continue ! CSP 75, le 25 juin 2009

Expulsion

Révoltes au sein de la CGT

Les dirigeants de l'UD-CGT de Paris, toute honte bue, nient l'évidence. Leurs déclarations sur l'expulsion des travailleurs et travailleuses sans-papiers de la Bourse du travail se succèdent, et ne sauraient tromper personne. Excepté ceux qui ont intérêt à s'y tromper. La dernière, dans Le Parisien du 1er juillet : *« Contrairement à ce qui a été annoncé par les responsables [?] du comité [?] de soutien des sans-papiers 75 […] nous avons la confirmation que cette évacuation s'est opérée sans aucune violence. »*

Ils ont l'aplomb de vouloir se persuader de leurs propres paroles qui font peine à entendre devant l'écrasante masse des faits contraires : témoignages, preuves documentaires des premiers soins, photos, vidéos…

Ce bastion du « gauchisme cégétiste » aura ainsi fait ses preuves. Incapable de recruter de vrais militants pour son expédition punitive, il n'a su recruter, au mieux, que parmi les affidés violents et racistes, puis, une fois la ratonnade perpétrée, incapable de *« libérer »* la Bourse du travail des immigrés sans-papiers qui l'occupaient en clamant leur légitimité de travailleurs, il a vite fait de passer la main à la ville de Paris et aux CRS, légitimes « libérateurs » du haut lieu par excellence du syndicalisme français.

Personne ne peut donc se méprendre sur ceux dont l'intérêt est de s'y tromper. En premier, le parti des « opinionistes » (en l'occurrence), « intellectuels gauchistes » et gauchisants parisiens qui *« n'étaient pas là »*. La ratonnade, messieurs, c'est un fait d'opinion ; qui n'était pas là, entre opinions opposées, ne saurait choisir. Faisant fi des « opinions » et des conflits du *« passé »*, ils ne sont donc intéressés qu'à ce qu'il est *« urgent de faire »*, au *« futur »*, à l'embrassade générale dont ils se font les hérauts dans le but exprès de porter *« en lieu sûr »* tous ces pauvres sans-papiers…

Mais d'autres n'ont pas de telles œillères pour les empêcher de voir ce qui crève les yeux. Il ne nous est pas possible de remercier tous ceux, très nombreux, qui nous apportent leur soutien et leur solidarité matérielle et morale. C'est aussi grâce à eux que nous pouvons tenir. Rappelons seulement les nombreuses protestations, les manifestations de solidarité qui nous viennent du sein même et de la base révoltée de la CGT. Significative, entre toutes, nous paraît la suivante.

À propos de l'évolution de la CGT

[…] ***Le syndicat CGT Saint-Gobain Aubervilliers*** *a pris connaissance de l'évacuation par la force des sans-papiers qui occupaient la Bourse du travail depuis le 2 mai 2008. Évacuation réalisée par un groupe de miliciens armés qui se prétendent nos camarades. Scandalisé, le syndicat CGT Saint-Gobain Aubervilliers condamne explicitement et sans aucune réserve cette évacuation.*

Si au lieu de négocier avec Hortefeux les critères scandaleux d'une immigration adaptée aux besoins du capitalisme, la Confédération avait élargi le mouvement à tous les sans-papiers - les plus précaires des travailleurs -, si le mouvement avait pris l'ampleur des espoirs qu'il soulevait, si l'élargissement indispensable et possible n'avait pas été purement et simplement enterré par choix délibéré de la Confédération, nous n'en serions pas arrivés là.

On en arrive aujourd'hui à à peine 1500 régularisations, les portes désormais fermées et le mouvement en reflux. Et pourtant, ce n'est pas l'énergie d'un certain nombre de militants CGT et de structures locales qui a manqué pour développer et organiser, bien seuls, la lutte de nos camarades sans-papiers.

Il est absolument normal que le désespoir et le sentiment d'abandon se répandent chez nos camarades, alors qu'ils ont vu l'an dernier, concrètement, qu'il aurait été possible de gagner la régularisation pour tous les sans-papiers.

Quant à la méthode employée, elle ne soulève chez nous que dégoût et honte de notre carte syndicale. Nous imaginons désormais sans mal que la même chose se produirait si d'autres camarades en lutte (les Goodyear, peut-être ?) se mobilisaient d'une manière qui déplaît à nos dirigeants…

Le syndicat CGT Saint-Gobain Auber-villiers appelle l'ensemble des syndicats du Verre et de la Céramique d'une part, de la Seine Saint-Denis d'autre part à se prononcer explicitement et publiquement sur ces événements très concrets. Il est temps d'en finir avec les protestations de couloir, les escarmouches d'appareil. Il est temps de prendre position. À la veille du 49e Congrès de décembre, il est temps de savoir qui défend réellement l'orientation confédérale actuelle, et qui s'y oppose.